

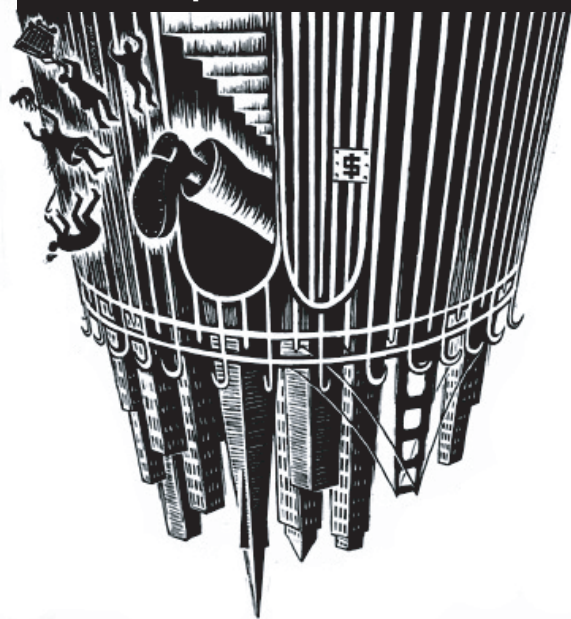
Les raisons de notre opposition au projet d'Euromed©

Le « passif » d'Euromed© sur le premier secteur (La Joliette – Arenc – la Porte d'Aix)



Le collectif **On se laisse pas faire!** s'est formé en septembre 2011 suite à une discussion publique menée sur la place Zoccola du quartier des Crottes. Il comprend à la fois des habitants des quartiers touchés par le secteur d'extension d'Euromed (Les Crottes, Oddo, Le Canet) et des marseillais d'autres quartiers ne pouvant rester impassibles devant les transformations urbaines que subit leur ville. C'est un besoin d'agir ensemble contre cette nouvelle agression d'un quartier populaire qui nous réunit.

On n'est pas à vendre!



• L'utilisation de l'argent public :

De lourds investissements publics (voirie, tramway...) ont été réalisés avec l'argent du contribuable pour « revaloriser » le quartier et permettre aux acteurs privés (comme les grands propriétaires fonciers de la rue de la République) d'attirer une nouvelle population faite de cadres et de classes moyennes/hautes. Il suffit de regarder les publicités d'Euromed ou des promoteurs pour avoir confirmation du public visé. Si aujourd'hui une grande partie de la rue de la République est encore vide (appartements non-vendus, rez-de-chaussée commerciaux en attente de repreneurs), le mal est fait : de nombreux habitants ont été chassés de leur logement, des commerces et ateliers d'artisans ont fermé ou ont dû se délocaliser en percevant des indemnités de misère. Les commerces de proximité qui avaient pris racine dans le quartier ont été mis dehors alors que les banques et les franchises des multinationales de l'habillement sont attendues les bras ouverts. Face aux difficultés d'approvisionnement alimentaire des riverains on parle aujourd'hui d'y insérer des « proximarkets » qui seront bien sûr chers et permettront aux multinationales de s'implanter plus encore dans le quartier. Le quartier est « durablement » transformé et rendu inaccessible pour une majorité. Ce que l'on voit aujourd'hui, c'est l'augmentation des taxes foncières et taxes d'habitation, la généralisation du stationnement payant et la hausse du coût de la vie. Même les logements sociaux construits sont, pour beaucoup, des logements haut de gamme aux loyers élevés (le logement social se décline en plusieurs catégories).

• Des pseudo-concertations :

Les concertations (obligatoires d'après la législation) orchestrées par Euromed sur le premier périmètre n'ont servi qu'à confirmer les projets et plans guide réalisés en amont avant la consultation des habitants. Les objectifs des transformations urbaines planifiés ne sont pas discutés, seule une discussion sur les détails de moindre importance (configuration de l'espace vert, lignes blanches au sol pour les pistes cyclables, emplacement du terrain de pétanque) prétend donner l'impression aux habitants qu'ils décident de l'avenir de leur quartier.

• Des travaux au mépris des habitants du quartier :

Pendant toute la durée des travaux, les habitants ne sont pas pris en compte. Pendant des années les bâtiments et entrepôts rachetés par Euromed sont fermés et murés, le quartier se transforme en un no man's land où il ne fait pas bon vivre. Aux nuisances sonores liées aux travaux qui se réalisent sur des horaires extensibles s'ajoutent l'encombrement de l'espace public (rues coupées, trottoirs et pistes cyclables supprimés) et une sécurité qui laisse à désirer (utilisation des grues par temps de fort mistral à proximité des écoles, obligeant les parents d'élèves à se mobiliser pour les faire stopper).

• Ceux qui comptent, ce sont les "nouveaux habitants" :

Euromed a commandé à l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise une enquête d'opinion auprès des nouveaux habitants (voir *La Provence* du 5/01/12, "Euroméditerranée jugé par ses nouveaux habitants"). On apprend ainsi que l'Euroméditerranéen-type est un jeune cadre, papa et actif qui aime son logement neuf (noté 15/20) mais n'est pas encore satisfait par le quartier qu'il note avec un 9/20.